

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL) Présentation soumise au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires 5 août 2017

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL) représente des membres canadiens et étrangers qui assurent 90 % des ventes de fruits et de légumes frais au Canada. La composition de l'Association est représentative de tous les segments de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur des fruits et légumes : producteurs-expéditeurs, transformateurs, distributeurs et exploitants de services alimentaires, et détaillants locaux servent directement les familles canadiennes partout au Canada.

L'ACDFL a la chance de représenter un secteur qui est un moteur de l'économie important au niveau local et qui améliore aussi la santé et la productivité des Canadiens. Peu de secteurs apportent des avantages aussi importants et concrets aux Canadiens et à leurs collectivités des points de vue de l'économie et du bien-être physique.

Aider les Canadiens à contribuer le plus possible à la croissance économique du Canada

Le premier ministre a écrit dans la lettre de mandat de la ministre de la Santé : « Les Canadiens en bonne santé physique et mentale travaillent mieux, sont plus productifs et contribuent davantage à notre économie, tout en menant une vie plus saine et plus heureuse. » Une alimentation équilibrée, riche en fruits et en légumes constitue un gage de bonne santé et une ligne de défense importante contre les maladies chroniques et l'excès de poids. Malgré cette constatation, les Canadiens ne consomment pas le nombre de portions de fruits et de légumes recommandé par le guide alimentaire canadien.

La faible consommation de fruits et de légumes entraîne des conséquences, tant sur la santé des Canadiens que sur notre économie. Les maladies chroniques – diabète, cancer, AVC, maladies cardiovasculaires et respiratoires – et l'excès de poids posent d'importants problèmes sur le plan de la santé au Canada et ailleurs dans le monde. Ils comptent pour environ 67 % des dépenses en soins de santé au Canada, notamment 68 milliards de dollars en coûts directement liés aux soins de santé et 122 milliards de dollars en coûts de productivité et de revenus indirects.

L'ACDFL et l'Association canadienne de santé publique (ACSP) demandent par conséquent au gouvernement fédéral d'établir un énoncé de politique dans lequel il prévoit augmenter la proportion de fruits et de légumes consommés par les Canadiens de 20 % d'ici 2020. Cela représente une portion de plus par jour pour l'ensemble des Canadiens.

Le poids économique d'une faible consommation de fruits et de légumes est estimé à 4,4 milliards de dollars par année. Une augmentation de la consommation de fruits et de légumes de 20 % pourrait se traduire par une réduction du fardeau économique d'environ 878 millions de dollars par année.

Une bonne politique sur la consommation de fruits et de légumes permettrait à tous les Canadiens, et particulièrement ceux qui vivent dans des régions rurales, éloignées, les collectivités métisses et inuites, d'accéder plus facilement à des fruits et des légumes de qualité à un prix abordable. Les populations à haut risque et vulnérables, y compris ces groupes, sont parmi les plus désavantagées en ce qui concerne l'accès à des fruits et des légumes à un prix abordable. Les programmes actuels du gouvernement comme Nutrition Nord Canada ne parviennent pas à démontrer clairement qu'ils atteignent leurs objectifs d'améliorer la mise à disposition et l'accessibilité financière des aliments nutritifs. De nouvelles solutions innovatrices sont nécessaires.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux problèmes de santé liés à la nutrition. Ils doivent faire l'objet d'une attention particulière en raison du fait qu'ils pourront perpétuer les bons gestes et comportements adoptés dans leur enfance si les fruits et les légumes sont facilement mis à leur disposition à un prix abordable. Nous avons la possibilité de nous assurer que la prochaine génération de Canadiens ne sera pas exposée aux mêmes risques pour la santé liés à l'alimentation dont souffre notre population aujourd'hui.

Aider le Canada à prendre de l'expansion, à innover et à prospérer

Le secteur des fruits et des légumes frais au Canada contribue d'ores et déjà de manière significative à la production économique nationale et à l'emploi. En 2013, le secteur des fruits et des légumes a généré 147 900 emplois, créé 11,4 milliards de dollars en PIB réel, et contribué à hauteur de 1,3 milliard de dollars en impôts sur le revenu et 840 millions de dollars en impôts sur les sociétés. Il existe toutefois un important potentiel de croissance.

Selon le Conference Board du Canada, le fait que chaque Canadien augmente sa consommation de fruits et de légumes frais d'une portion par jour à partir de l'âge de deux ans porterait la croissance du PIB du Canada à 1,6 milliard de dollars. Il est essentiel d'appuyer l'innovation et l'infrastructure dans la collectivité pour que cela se réalise.

Appuyer les innovations dans l'industrie des fruits et légumes peut contribuer à l'entrepreneuriat social dans le secteur, ce qui réduira l'insécurité alimentaire dans les collectivités rurales et éloignées et aidera à donner à tous les Canadiens une alimentation saine à meilleur marché. Les innovations dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie des fruits et légumes peuvent permettre de réaliser des gains à long terme sur le plan de la distribution alimentaire et de l'infrastructure d'entreposage pour les collectivités rurales et éloignées. L'investissement dans l'efficacité énergétique, l'emballage, les techniques de production et les variétés de semences contribue à améliorer la saveur des fruits et légumes ainsi qu'à augmenter les rendements, en plus de contribuer à la production de produits meilleurs et plus durables. Les innovations peuvent également aider l'industrie à atteindre les objectifs en matière de changements climatiques et à soutenir les efforts d'adaptation en la matière.

Les investissements en infrastructures constituent une composante essentielle du soutien à l'innovation dans le secteur. Assurer l'accès à l'énergie renouvelable est un enjeu important dans le secteur des fruits et légumes. Le coût élevé du transport des fruits et légumes vers les collectivités rurales et éloignées représente un obstacle de taille pour accéder à ces populations. Les nouvelles technologies telles que l'agriculture verticale et les serres peuvent permettre à ces collectivités de cultiver davantage de fruits et de légumes sur place, de créer des emplois et de remédier à un problème de santé important pour la population. Les investissements dans les innovations et les infrastructures peuvent également aider les fermes canadiennes existantes et les entreprises du secteur des fruits et légumes à réduire leurs coûts de production, ce qui leur permettrait de se développer et de produire davantage pour les marchés nationaux et internationaux.

Des fruits et des légumes pour la santé des Canadiens et de l'économie

Demande de budget fédéral 2017 de l'ACDFL

- ➤ Une aide financière en réaménageant les fonds existants pour un énoncé de politique sur les fruits et les légumes visant à augmenter la consommation de fruits et de légumes des Canadiens de 20 % d'ici 2020.
- ➤ Des investissements dans les innovations et les infrastructures pour développer l'industrie des fruits et légumes canadienne ainsi que la chaîne d'approvisionnement et pour appuyer les efforts visant à remédier à l'insécurité alimentaire dans les collectivités rurales et éloignées.

L'accès à une alimentation nutritive à un prix abordable constitue une condition préalable pour des familles et des collectivités en santé. Il est parfaitement évident qu'une plus grande consommation de fruits et de légumes peut encourager les changements positifs et améliorer la vie des Canadiens aujourd'hui et à l'avenir. Le Canada est le seul pays du G7 qui n'ait aucun programme national pour promouvoir la consommation de fruits et de légumes. En travaillant ensemble pour faire augmenter la consommation de ces produits au Canada, nous pouvons faire en sorte que tout le monde soit gagnant : croissance et prospérité accrue pour le secteur; diminution des coûts des soins de santé pour l'État canadien; des Canadiens en meilleure santé et plus productifs.

L'ACDFL demande à témoigner devant le Comité des finances de la Chambre des communes pendant ses consultations prébudgétaires à Ottawa ou, au besoin, à tout autre endroit qui conviendra.

Personne-ressource: Ron Lemaire

Président de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

613-226-4187, poste 209 | <u>rlemaire@cpma.ca</u>